

Samir AMIN

L'ethnicité à l'assaut de l'Ethiopie

L'ethnicité assassinerait-elle l'Ethiopie ? Le lecteur aura tout de suite compris que mon souhait le plus profond est qu'elle échoue à y parvenir.

En Janvier 1993, les étudiants d'Addis Abeba organisaient un meeting de protestation contre la partition de leur pays. Ils ont été reçus à coups de fusils, massacrés par les forces de l'ordre « démocratique » qui, paraît-il, doivent faire respecter le droit à la sécession des ethnies, conformément à une carte que les diplomates occidentaux ont retrouvée dans les archives de Mussolini, même si cette sécession n'est pas la préoccupation véritable des « ethnies » en question, et divise même les « élites » - petites-bourgeoisies – généralement entendues dans le pays et à l'extérieur. Les médias occidentaux, friands de nouvelles sensationnelles et de défense de la démocratie, sont restés silencieux.

1. L'Ethiopie est un pays important de 50 millions d'habitants (le troisième en Afrique), qui a une histoire en avance sur celle de beaucoup d'autres : l'écriture, l'Etat et la charrue (et le lien entre ces trois composantes dans le passage à la société de classes – tributaire dans mon analyse – est essentiel) ont ici deux mille ans d'ancienneté. En partie pour cette raison, renforcée par le hasard du conflit géostratégique des puissances européennes au XIXe siècle, l'Ethiopie a eu la chance de ne pas être entièrement colonisée (je dis bien la chance, en contrepoint du discours de la petite-bourgeoisie africaine qui accepte la thèse criminelle et absurde de la « mission civilisatrice »). Elle a perdu, à cette époque, sa province maritime (devenue l'Erythrée), octroyée aux Italiens, mais a sauvé le reste de son territoire, et l'a même agrandi (crime que les Européens ne veulent pas pardonner !).

L'indépendance que l'Ethiopie a maintenue jusqu'à l'agression de Mussolini en 1935 a donné à la société et même à ses classes dirigeantes successives un comportement qu'on n'aime pas dans les capitales occidentales, où on a pris l'habitude – raciste – de traiter les peuples africains comme des candidats normaux à la soumission coloniale. Réalistes, comme toutes les classes dirigeantes, celles de l'Ethiopie impériale (de sa restauration en 1941 à sa chute en 1975) et de l'Ethiopie « socialiste » (de 1975 à 1991) n'ont pas été insensibles au compromis, à l'alliance avec les forces extérieures dominantes ou importantes, voire même à la soumission s'il le fallait. Elles ont toujours voulu néanmoins être des alliés et non des agents, qu'il s'agisse de l'Empereur Haïlé Sélassié dans ses relations au protecteur américain, ou de Mengistu dans ses rapports avec Moscou.

L'importance de l'Ethiopie tient aussi à ce fait que, produit de cette histoire, son peuple semble pouvoir « menacer » l'ordre du capitalisme mondial. Une menace qu'on pourrait voir hélas bien modeste et minée par ses limites internes et ses contradictions, mais une menace quand même pour les chancelleries des puissances. Le nationalisme radical des régimes issus de

l'effondrement de l'Empire avait fatalement véhiculé les espoirs de transformations sociales progressistes – même si celles qui ont été réalisées dans les conditions du pays et de l'époque demeurent modestes – permettant au pouvoir de se proclamer « socialiste » et même « marxiste-léniniste ». Le peuple éthiopien doit être puni pour ce crime de lèse-capitalisme, comme ceux de Russie, de Yougoslavie, comme le peuple français devait l'être après 1815.

2. Quel est l'équipement dont dispose la société éthiopienne dans sa confrontation avec l'expansion sauvage du capitalisme mondial ?

L'Ethiopie est effectivement restée longtemps – jusqu'en 1935 et peut être même 1960 – une société dite « féodale ». Le contenu véritable et les formes spécifiques de ce système sont bien connus. Comme sont connues les nuances qu'il faut apporter à cette qualification générale, l'accent qu'il faut porter aux spécificités régionales de son déploiement, différentes dans ses régions d'origine au nord du pays et dans celles de son expansion vers le Sud.

L'Ethiopie est aussi de ce fait une société « multiethnique » comme l'ont été tous les Etats dépassant l'horizon d'un village, à toutes les époques précapitalistes et dans toutes les régions du monde.

Le concept même d'ethnie est ici aussi flou qu'ailleurs. Néanmoins, puisqu'il en est question, il faut savoir que l'Ethiopie moderne compte 28% d'Amhara, 28 % d'Oromo, 10 % de Tigray, le reste étant partagé entre un grand nombre d'ethnies et de groupes linguistiques passablement éparpillés. Elle compte aussi 61 % de Chrétiens-Coptes et 33 % de Musulmans. Les prétentions selon lesquelles les Musulmans constituent la majorité n'ont aucun fondement historique. Le nom même d'Erythrée est une invention européenne inconnue dans les langues des peuples qui l'habitent.

La « personnalité » érythréenne – si elle existe – ne serait donc rien de plus que le produit de cette colonisation. Il ne s'agit bien entendu pas d'une identité culturelle nouvelle – l'Erythrée coloniale était restée diverse sur ce plan comme toutes les colonies – mais seulement l'expression de l'aspiration de la nouvelle petite-bourgeoisie, produite par le capitalisme colonial, à prendre la relève de l'administration étrangère pour en assumer les mêmes fonctions fondamentales – celles de permettre l'intégration du pays au capitalisme mondial. La légende veut donc que, de ce fait, l'Erythrée était « en avance » sur le reste de l'Ethiopie. Elle ne l'était guère en fait, au-delà de quelques apparences superficielles.

L'essor de l'Erythrée par la suite, à partir de 1960, doit beaucoup précisément à son intégration à l'Ethiopie qui lui a ouvert un marché important. Mais la province érythréenne par elle-même reste une province pauvre, dont l'agriculture est frappée par la sécheresse sahélienne. Devenue indépendante, l'Erythrée ne pourra être qu'un petit pays néo-colonial vulnérable à l'extrême, contraint à la mendicité internationale. C'est probablement pour cette raison que les Puissances occidentales et les voisins arabes soutiennent l'indépendance érythréenne.

3. La question ethnique en Ethiopie n'est certainement pas une invention artificielle des chancelleries étrangères. Mais elle n'a pas la dimension déterminante que, dans la phase actuelle, on lui attribue dans les médias qui orchestrent l'opinion mondiale.

Première question : le régime impérial puis son successeur du DERG assuraient-ils la domination des Amhara et l'oppression des autres groupes ethniques, Oromo, Tigray, etc. comme on le prétend souvent ?

Les termes utilisés ici sont abusifs et projettent sur la société éthiopienne des pratiques qu'il faut analyser dans leur contexte historique véritable. Comme presque toujours dans les Etats précapitalistes un tant soit peu importants, la classe dirigeante transgresse ses origines ethniques pour affirmer son pouvoir impérial sur des communautés paysannes diverses (« ethniquement »), toutes également soumises à son exploitation, également sauvage.

La monarchie éthiopienne n'échappe pas à la règle. La classe dominante intégrait, sans aucune gêne, des hommes d'origines diverses. L'Etat modernisé monarchiste puis républicain a poursuivi cette politique : la fonction publique, l'armée, la police, les centres de décision aux plus hauts niveaux n'ont jamais pratiqué la moindre discrimination « en faveur » des Amhara. Et si les paysans Oromo ou Tigray, les éleveurs Somali ou Afar étaient odieusement exploités, les paysans Amhara ne l'étaient pas moins.

La langue amharique ou amaharinya restait néanmoins celle de l'Etat et de l'école. Peut-on parler à cet égard d'oppression culturelle ? Il faut situer ce jugement dans son contexte historique correct. Qu'on le veuille ou non, l'amaharinya s'est imposé aussi par son avance culturelle, au point que si l'Ethiopie devait éclater en Etats ethniques, ceux-ci seront probablement incapables d'utiliser leurs « langues nationales » et conserveront l'usage de l'amaharinya comme langue d'administration et de communication, ou ... seraient contraints (comme les autres Etats africains) d'adopter à sa place ... l'anglais ? ou l'italien ?

Il reste que le développement de la scolarisation et l'urbanisation ont créé un problème nouveau. Dans la société paysanne illettrée du passé, la question linguistique n'a pas de poids important : les paysans parlent la leur, l'administration peut en utiliser une autre, elle n'intervient guère dans la vie quotidienne rurale. La société modernisée est différente ; l'école et la ville imposent un usage de la langue écrite considérablement plus dense. La petite-bourgeoisie nouvelle éduquée ressent alors le fait linguistique dans toutes ses dimensions et surtout prend la mesure de la nouvelle situation qui acquiert alors parfois l'allure d'une véritable discrimination « culturelle ».

Cela étant, dans certaines circonstances, la classe dirigeante, entraînant le bloc hégémonique qu'elle constitue autour d'elle (qui inclut ici les petites-bourgeoisies urbaines nouvelles), ne joue pas la carte de l'ethnicité, mais au contraire celle de l'unité « nationale » (de l'Etat) ; dans d'autres circonstances, elle change d'attitude et se mobilise autour du thème de la différence ethnique. Pourquoi ? Là est la question véritable.

Deuxième question : Pour quelles raisons donc, des forces politiques et sociales en Erythrée, puis dans d'autres régions de l'Ethiopie (notamment dans la province du Tigray) ont-elles choisi la carte du séparatisme ?

L'évolution de l'Afrique contemporaine suggère une hypothèse générale sur ce sujet. Le mouvement de libération nationale était parvenu à unifier les avant-gardes des forces en lutte pour la conquête de l'indépendance en transgressant les horizons régionaux et ethniques dans un projet national. D'une manière générale donc, la nouvelle classe dirigeante issue de la victoire du mouvement s'est située dans cette perspective, au point même souvent de nier dans son discours l'existence de réalités ethniques ou régionales quelconques.

L'expansion économique et sociale ouverte par l'indépendance a fourni la base matérielle de cette option : le surplus ponctionné par l'Etat augmentait, permettant l'expansion des emplois offerts à la nouvelle classe moyenne – bureaucraties, bourgeoisies et petites-bourgeoisies. La discrimination ethnique n'eut pas été fonctionnelle ici, entre autre parce que l'expansion aurait été gênée par l'éclatement éventuel des Etats issus de la décolonisation, eux-mêmes d'une taille modeste au regard des exigences modernes.

Cette expansion a pris évidemment différentes formes, selon l'histoire du mouvement national qui lui était sous-jacent, allant des « miracles économiques » inscrits dans une option économique libérale (Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi...) aux projets de « transition socialiste (Algérie, Ghana, Tanzanie...). Mais cette expansion s'est essoufflée rapidement, à la fois du fait de ses limites et contradictions internes, et du fait du renversement de la conjoncture mondiale, entrée dans sa crise structurelle profonde à partir des années 70. La contradiction du surplus de ce fait, renforcée par la résistance passive ou active des classes populaires, allant parfois jusqu'à son effondrement, a entraîné l'éclatement du bloc de la classe dirigeante.

Dans leur conflit interne aiguë par la crise de l'accumulation, les segments de la classe dirigeante, éclatée en fractions et groupes, ont alors cherché à se donner une légitimité nouvelle par tous les moyens. L'argument régional ou ethnique est alors mobilisé à cet effet. Mais il n'est pas le seul : la « démocratie » l'est également. Les mêmes classes, unifiées derrière le dictateur et son régime autocratique, justifiant leur ralliement au parti unique par les exigences du développement, changeant brusquement d'attitude, se regroupent dans des partis multiples et réclament des « élections ». Le repliement ethniciste doit être également placé dans ce cadre. Il n'est pas le produit « spontané » de la « différence » ou l'expression naturelle des consciences populaires. L'ethnicité, comme la démocratie, sont ici véritablement manipulées.

L'hypothèse vaut pour le cas éthiopien. Certes la guerre en Erythrée remonte aux années 60, celles de la modernisation accélérée de l'Ethiopie. Mais en fait, il ne s'agissait alors que d'un problème régional (non ethnique) limité au départ, sinon artificiel, produit par les ambitions, démesurées d'une fraction des classes moyennes érythréennes refusant de s'intégrer au bloc hégémonique national. Les encouragements et le soutien des Puissances (Etats Unis et URSS) toujours cyniques dans leurs calculs variables à court terme ainsi que des Etats voisins (ici arabes) dont les visions sont commandées par l'opportunisme à courte vue ou le fanatisme

religieux (Nasser fait ici exception), ont également joué un rôle non négligeable dans cette histoire.

Mais bien entendu, la responsabilité de l'aggravation continue de la situation repose principalement sur le pouvoir central éthiopien. Celui-ci n'a répondu au régionalisme érythréen que par la répression militaire. Là encore, le cas éthiopien ne fait pas exception à la règle, mais la confirme. Tous les régimes autocratiques se sont révélés presque par nature incapables de répondre au moindre défi autrement que par la violence brutale. La pratique du compromis – propre à la démocratie – leur est étrangère.

Le renversement de la monarchie éthiopienne en 1975 aurait pu inaugurer un changement salutaire. On a d'ailleurs été à un doigt de celui-ci. Malheureusement les faiblesses propres au mouvement (déclenché non par un « coup d'Etat » mais une mutinerie militaire, et les encouragements donnés au pouvoir du DERG par l'URSS – la promesse de l'aider à obtenir une « victoire militaire » en Erythrée – ont fait perdre l'occasion.

La suite devenait donc tragique : épuisement de l'armée, aggravé par les purges successives (liquidations inutiles d'officiers, une sorte de vengeance répétée des soldats mutins) ; éclatement de la classe dirigeante et de la petite-bourgeoisie d'abord en fractions diverses (y compris révolutionnaires, au moins dans les intentions), puis en clans ethniques. C'est alors qu'on voit naître la « guérilla Tigray » qui n'est pas le produit de l'ethnicisme tigréen, mais un sous-produit de cette dégradation continue de la situation. De la même manière, les « Fronts de libération » Oromo et autres qui se constituent alors, loin d'avoir un quelconque ancrage réel dans leurs « peuples » respectifs, sont alors encore de simples reclassements au sein de la petite-bourgeoisie. Cette dégradation se déploie à un moment où la crise de l'accumulation a déjà mis un terme à l'essor modernisant antérieur : les années 1970 et 1980 sont celles des sécheresses successives, de la famine etc.

4. Les solutions qui se dessinent, que les nouveaux pouvoirs à Addis Abeba et à Asmara, soutenus par les puissances occidentales, veulent promouvoir, sont-elles acceptables ? Ou vont-elles aggraver encore plus tragiquement les conditions des peuples de la région et hypothéquer encore plus fortement les chances de leur avenir ?

L'entrée à Addis Abeba en Mai 1991 des guérillas Tigray et Asmara de celles du F.P.L.E. (E.P.L.F.) ne couronne pas une véritable victoire militaire qu'elles auraient remportée, mais l'effondrement de l'armée du DERG, abandonnée par l'Union soviétique moribonde.

D'emblée la solution est dictée par Washington. La conférence convoquée à Londres pour faire avancer la négociation entre les forces en conflit est vidée de tout contenu dès le départ. M. Cohen, fonctionnaire subalterne du State Department, dicte : l'Erythrée sera administrée par le F.P.L.E. en qualité de parti unique (par exception à la règle selon laquelle les puissances occidentales soutiendraient par principe le multipartisme !) ; le reste de l'Ethiopie partagé *a priori* en 14 régions pseudo-ethniques et des « élections » seront organisées sur cette base.

Le plan impérialiste de désintégration de l’Ethiopie avait été préparé de longue date. Depuis plusieurs années, les « Organisations humanitaires », instrumentalisées par le State Department sous prétexte de porter secours aux civils des régions « libérées », apportaient en fait un secours financier et par là militaire, décisif, aux sécessionnistes, aux côtés desquels ils ont d’ailleurs fini par se ranger ouvertement.

Autrement dit, la « démocratisation » est ici prisonnière dès le départ de l’ethnisme et sa fonction est de donner une légitimité à l’éclatement du pays sur cette base. Pourtant une bonne partie du pays n’en veut pas, non seulement les « Amhara par chauvinisme traditionnel », comme on le proclame dans les médias. Les paysans Tigray, Oromo et autres n’ont pas été consultés pour savoir si véritablement leur volonté est de créer leur « Etat » ethnique ou s’ils considèrent que leurs problèmes véritables sont autres. Les urbains, quand ils manifestent leur inquiétude et expriment leur volonté de maintenir l’unité du pays, sont réprimés sauvagement, comme le démontre le massacre des étudiants en Janvier 1993. En Erythrée, une véritable discussion démocratique ouverte – dont on craint qu’elle ne remette en question l’indépendance décidées *a priori* – est interdite.

Le danger de la dérive criminelle est aggravé par toutes les mesures prises par les pouvoirs en place, et qui sont dictées par Washington. La démobilisation de l’ex-armée éthiopienne a jeté dans les campagnes des dizaines de milliers de soldats sans ressources, que les clans qui se disputent le pouvoir remobilisent à leur service. On crée ainsi volontairement une situation à la somalienne ; sans doute les Occidentaux s’en laveront-ils les mains demain. Le gouvernement veut imposer la constitution de « partis ethniques » et entrave celle des partis qui refusent de s’inscrire dans cette perspective.

Or un coup d’œil sur les 14 régions pseudo-ethniques dessinées sur la carte (celle de la gestion de l’Afrique orientale par Mussolini d’ailleurs) montre que nous allons directement vers une guerre civile permanente, des transferts de population gigantesques etc. On organise donc, comme en Yougoslavie en imposant l’éclatement pseudo-ethnique du pays, sa décomposition.

Une autre solution était possible, fondée sur des forces – réelles – qu’on réprime dans les « nouvelles démocraties » éthiopienne et érythréenne. L’est-elle encore ?

5. Il nous reste à examiner quelles sont les raisons qui ont fait pencher la balance en faveur de l’assassinat de l’Ethiopie et quelles sont les chances de les voir s’épuiser au profit de la recomposition d’une alliance nationale, populaire et démocratique.

On a déjà vu les raisons générales qui poussent les classes dirigeantes des pays du capitalisme périphérique à s’émietter face à la crise de l’accumulation qu’elles ne maîtrisent pas. En Afrique où ces classes – qu’on les qualifie de « petites-bourgeoisies », de bourgeoisies d’Etat ou d’une autre manière – ne sont pas parvenues à s’ancrer dans le système productif local pour se transformer en bourgeoisies authentiques contrôlant les moyens de production, l’émiettement prend ses formes les plus dramatiques. Recomposées sur des bases territoriales réduites et pseudo-ethniques, ces classes dirigeantes seront-elle mieux capables de « maîtriser » les

situations locales, confrontées à l'impérialisme dominant d'une part, et à la résistance des classes populaires d'autre part ? Certainement pas.

En Erythrée les difficultés seront immenses et le nouvel Etat comprador ne survivra que s'il parvient à « vendre » son existence à des intérêts extérieurs. La classe dirigeante compte ainsi monnayer son ralliement opportuniste aux uns (argent arabe ?) ou aux autres (base américaine, base israélienne ?) selon les circonstances ou les possibilités. Il reste qu'on doit se poser la question de savoir pourquoi et comment des groupes « révolutionnaires » (les Erythréens et les Tigray avaient adopté le langage « marxiste-léniniste » à l'origine) peuvent dériver de la sorte ? L'histoire montre que de telles dérives sont possibles et fréquentes lorsque « l'avant-garde » en question commet une erreur d'appréciation historique sur la nature des forces sociales qu'elle prétend mobiliser et sur les objectifs que ces forces peuvent se donner. Privés de la base sociale cohérente avec leur discours, ces avant-gardes peuvent dégénérer vers un aventurisme pur et simple. C'est le cas en Éthiopie.

Une recomposition d'un bloc social faisant obstacle à cette évolution est-elle possible aujourd'hui dans ce pays ? Je ne crois pas que ce bloc puisse être reconstitué à la hauteur des exigences du défi par le seul moyen d'un « replâtrage » des fractions de la classe dirigeantes en place. Car celle-ci, comprador, ne dispose ni des moyens de faire ployer le projet impérialiste en sa faveur, ni de lui faire face par la mobilisation d'un soutien populaire puissant. Il faudrait, pour que ce bloc prenne forme, qu'il prenne un contenu national (unitaire et anti-impérialiste) certes mais aussi populaire et démocratique, donnant aux classes populaires les moyens réels de leur organisation en forces sociales autonomes. La responsabilité des forces socialistes éthiopiennes est située ici, à mon avis.

Il n'est pas tout à fait curieux que l'impérialisme ait opté pour l'assassinat de l'Éthiopie, quand bien même on serait conscient dans les chancelleries occidentales (et on l'est) que cette option enlèvera le pays dans une série interminable de guerres et de massacres sans issues.

Après tout, c'est aussi le choix fait par l'impérialisme en ce qui concerne l'ex URSS et l'ex Yougoslavie.

Le capitalisme est en crise, depuis 1970, et dans une crise structurelle profonde. L'effondrement du soviétisme n'apporte pas de solution à cette crise. Aucun indice n'est apparu jusqu'ici permettant de voir le bout du tunnel. Le capitalisme s'installe donc dans la crise ; ses stratégies politiques immédiates ne cherchent pas à en sortir, mais à la gérer. N'entend-on pas dire en Occident qu'il ne s'agit pas de réduire le chômage devenu à nouveau permanent, mais de « vivre avec lui » ? De la même manière l'impérialisme ne peut pas apporter de solution à la crise de l'accumulation à la périphérie. Il ne peut même plus retarder les échéances comme cela était possible dans la phase de l'essor antérieur à 1970. Il lui faut donc gérer la crise de la périphérie et rien de plus.

L'émiettement du tiers monde est l'un des instruments de cette gestion. Il offre au demeurant quelques petits avantages immédiats : la mondialisation des marchés, ouverts sans restrictions dans ces conditions, bénéficie de l'incapacité des Etats, affaiblis à l'extrême, d'en contrôler

l'expansion désordonnée au gré des concurrences mercantiles entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe. Il peut évidemment conduire au désastre sur le terrain local ; mais la théorie des « conflits de basse intensité » n'est-elle pas ici l'aveu cynique que ce désastre n'étant pas « dangereux », hors de ses frontières, n'est pas inadmissible et peut être « géré » ? L'ethnicité entre autre n'avait-elle pas été mobilisée et manipulée par tous les pouvoirs coloniaux ? Encore une fois, la carte de Mussolini pour l'Ethiopie, celle de Hitler pour l'Europe de l'Est et du Sud-est, apparemment devenues les objectifs stratégiques des diplomaties occidentales, sont là pour illustrer notre propos. Ici aussi Washington décide, l'Europe comme d'habitude, suit.

L'attitude des Etats africains et arabes n'est pas davantage curieuse.

L'OUA, rompant avec sa longue tradition de « l'intangibilité des frontières coloniales » entérinée, sans résistance, la décision américaine, comme l'ONU d'ailleurs, devenue chambre d'enregistrement des volontés de Washington. Quelle distance sépare cette attitude de celle du soutien aux forces fédérales durant la guerre de sécession du Biafra ! Mais la dégradation de l'OUA, qui disparaît de la scène au moment même où s'intensifie le discours officiel occidental prônant les regroupements régionaux (!), n'est que le reflet de celle des Etats compradorisés qui la composent.

Du côté arabe, les choses ne valent pas mieux. L'Arabie Saoudite offre ici au moins l'avantage de la continuité. Sa diplomatie a toujours été instrumentalisée par le maître américain, incontesté. Cette diplomatie, dont l'objectif est de mettre l'Islam conservateur au service de l'impérialisme, peut ici se cacher comme d'habitude soit derrière le motif d'apparence « pan-arabe » de « faire de la Mer Rouge un lac arabe » (en satellisant l'Erythrée), soit derrière l'agitation de forces qu'on ne peut pas ne pas qualifier de leur vrai nom : le fanatisme religieux. L'objectif proclamé ne sera pas atteint, bien au contraire ; l'Erythrée fragile, instrumentalisée par les Etats Unis, sera plus probablement manipulée également par Israël. Mais l'objectif véritable – réduire les chances des classes populaires en Erythrée et en Ethiopie – risque d'être atteint.

L'attitude de l'Iran, qui soutient partout le fondamentalisme islamique, ne procède plus véritablement d'un objectif anti-impérialiste authentique. Essoufflée rapidement, la « révolution islamique », qui se solde déjà en Iran même par une compradorisation de bazar, cherche seulement par ce moyen à prolonger sa légitimité par des aventures extérieures.

Soumis à la double influence de Ryad et de Téhéran, le pouvoir islamiste soudanais agit ici également en conformité parfaite avec les objectifs de l'impérialisme.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur les cas de la Syrie et de l'Irak, au demeurant maintenant marginalisés, dont les soutiens à la sécession érythréenne, fussent-ils déguisés derrière une rhétorique arabiste ou progressiste, ne procédaient que d'une politique opportuniste au jour le jour.

L'attitude de l'Egypte à l'époque nassérienne est la seule qui ait été ici plus nuancée, témoignant d'une meilleure conscience des exigences de la lutte anti-impérialiste et du front africain face à

celui-ci. Mais la diplomatie du Caire, désormais soumise aux injonctions de Washington et de Ryad, a perdu cette autonomie.

Dans ces conditions il paraît presque évident que, allié fidèle et inconditionnel de l'impérialisme, Israël saura tirer les marrons du feu.

(écrit en 1994)